



Nouvelle Chaîne Publique d'Information

Un projet indigne du Service Public

Les directions de Radio France et France Télévisions ont refusé un CCE commun au sujet de la chaîne info. Dommage, les salariés sont en droit de savoir ce qui se prépare réellement dans chacune des entreprises concernées. Leurs représentants auraient pu poser ensemble des questions, faire part des inquiétudes des salariés, relever les discours différents tenus de part et d'autre de la Seine, confronter les moyens respectifs attribués, etc.

La direction de France Télévisions promet une "télévision de décryptage", de l'analyse, de l'anti-BFM, un ton neuf et informel pour attirer un public jeune et connecté. Objectif louable auquel SUD souscrit volontiers. Mais la chaîne info est en fait le nouveau mouton à 5 pattes, qui doit être "réactif" mais "fiable", se trouver au cœur de l'événement mais prendre le temps de l'explication. Et pour sa mission pédagogique, notamment auprès des jeunes, pas de longs reportages pour approfondir les choses, mais des "modules" express à lire sur son mobile en 40 secondes top chrono, "fabriqués" par des rédacteurs-monteurs-mixeurs-infographistes. C'est la disparition annoncée de certains métiers !

La direction de Radio France assure qu'il n'y aura pas de big-bang rédactionnel et organisationnel. « France Info continuera de faire ce qu'elle sait faire » se gargarise la chaîne. Pour remplir ses nouvelles missions (rappels de titres, émission politique le matin, talk-show "les informés" et "les informés du sport" le soir), la chaîne sera dotée de moyens humains supplémentaires. Mais, comme à France Télévisions, ils seront bien pris ailleurs dans l'entreprise, participant au dépouillement et à la mise

sous tension d'autres directions et services, alors même qu'il est question de supprimer 270 emplois à Radio France, sans compter 40 ETP CDD en moins.

Des moyens insuffisants de toute façon. Tous les enjeux de la mise en image sont minimisés et pour assurer la mutation de ses émissions radio en émissions télé, les seuls nouveaux métiers qui feront leur apparition dans la maison ronde seront « technicien vidéo » et « maquilleuse ». Le service public radio-télé va pulvériser, en pire, les normes low-cost des chaînes d'info en continu. De quoi imposer une nouvelle norme, y compris à France Télévisions ?

Ajoutons à cela :

- une formation des personnels menée au pas de charge (parfois seulement 5 jours) pour former des professionnels de la radio à la télé et des professionnels de la télé à la polyvalence.

- des divergences sur le projet numérique et la réalisation ou non d'un portail commun.

Enfin, la question de la gouvernance de cette chaîne est une question que personne ne veut aborder. Chaque entreprise préfère rassurer ses salariés à grands renforts de « nous resterons maîtres à bord ». Mensonge volontaire ou mécontente cachée ?

Tous ces points et bien d'autres auraient dû être abordés toutes entreprises confondues.

Ce projet ne sera pas ce qu'il aurait pu être : une opportunité de partager les savoir-faire de l'audiovisuel public pour remplir une belle mission - informer et aider à la compréhension du monde.

Nous ne sommes pas dupes de son but réel : fournir à l'exécutif une chaîne d'information publique pour la future campagne électorale. Etant donné les moyens mis en œuvre, la pérennité de cette chaîne n'est même pas assurée au-delà.

SUD France Télévisions et SUD Radio France refusent que cette Chaîne Publique d'Information ne soit que l'occasion de tirer encore et toujours la qualité des contenus produits au sein de l'Audiovisuel Public vers le bas, à grand coup de suppression des métiers, perte des savoir-faire et contraintes sur l'emploi.